

Périscopemaroc



AFP

SCANDALE

Suspension du contingent marocain en Côte-d'Ivoire

Des abus sexuels «nombreux» et «avérés» ont été perpétrés par des Casques bleus marocains mobilisés dans le cadre de l'Opération des Nations Unies en Côte-d'Ivoire. Parmi les victimes figurent des mineures. C'est la confirmation post-enquête faite, lundi 23 juillet par l'Organisation des Nations Unies. Toute activité du contingent marocain est suspendue et les soldats resteront confinés dans leur base, à Bouaké, jusqu'à nou-

vel ordre. Les réactions de la société civile ivoirienne sont à la mesure de la gravité des faits. Et pour cause. Comment accepter que des «troupes venues en Côte-d'Ivoire pour empêcher des actes attentatoires à la dignité humaine se rendent elles-mêmes coupables de tels actes», s'indigne Drissa Traoré, président du Mouvement ivoirien des droits de l'Homme. «Ces soldats très bien payés dans un pays au niveau de vie très bas utilisent leur pouvoir financier pour abuser des filles, dont la plupart sont dé-

munies», affirme Patrick N'Gouan, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'Homme, qui demande à l'ONU de faire plus attention à «la moralité des soldats qu'elle envoie dans des pays pauvres». Au Maroc, aucune déclaration officielle n'a été faite à ce sujet et l'état-major des Forces armées royales garde le silence. Déjà en 2005, la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo avait engagé des poursuites contre six soldats marocains coupables de vio-

lences sexuelles sur mineures. A plusieurs reprises, des Casques bleus de diverses nationalités ont été impliqués dans des affaires similaires. Le 20 juillet 2005, l'ONU décide d'adopter une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels. Ne disposant pas de véritable armée mais de forces fournies par les Etats membres, l'ONU ne peut user, comme moyen de coercition, que du renvoi au pays d'origine. En Côte-d'Ivoire, le retrait de la totalité du contingent marocain n'est cependant pas souhaité. Après celui du Bangladesh, le contingent marocain, qui compte quelque 700 hommes, est le deuxième en effectifs à être engagé dans l'opération de maintien de la paix lancée en 2003. Une opération qui, en principe, a pour objectif d'assurer le respect du cessez-le-feu entre le Nord et le Sud. ■

AMINA BOUBIA

Périscopesociété

FAIT DIVERS

«Chérie, j'ai kidnappé le gosse»

Avec le nouveau Code de la famille, le Maroc ne cesse de découvrir de nouvelles facettes de sa société. Par exemple? Eh bien, les enlèvements d'enfants. Ce phénomène concerne principalement les couples de Marocains résidant à l'étranger et les couples mixtes. L'affaire que traite depuis le début du mois de juin, un tribunal de Casablanca est donc loin de constituer une bizarrerie. C'est celle de Larbi, émigré établi en Italie. Suivant un conseil parental bien connu et largement répandu, il refuse de se marier avec une «barbaniya». Lorsqu'il rentre au pays, en 2001, comme chaque été, sa mère lui réserve une surprise: sa future épouse. La jeune femme, fille d'un douar, 18 ans, a tout juste obtenu son bac. Si elle ne poursuit

pas ses études, c'est parce que ses parents préfèrent la marier. Dans la banlieue de Turin, elle passe ses journées cloîtrée dans son appartement, interdite de contact avec le voisinage, pendant que son mari travaille au dehors car ce dernier n'oserait en effet jamais «renier» la culture arabo-islamique (ou plutôt son interprétation de cette culture). La télé, compagne unique et préférée de la jeune femme, lui permet d'apprendre l'italien, une langue que son époux ne maîtrise toujours pas. Ce fait n'échappe pas à son

mari, qui la voit converser aisément avec son entourage lorsqu'ils sortent ensemble. Jaloux et complexe, Larbi devient violent à la naissance de leur première enfant. Il finit par passer une nuit au poste lorsque sa femme décide de porter plainte. A la première occasion, Larbi s'empare du bébé et prend le premier avion qu'il trouve à destination du Maroc. Ayant obtenu gain de cause à l'issue d'une procédure judiciaire, sa femme rentre au pays pour récupérer l'enfant.

Mais Larbi, qui a caché le bébé, pose des conditions arbitraires, voulant ainsi empêcher son épouse de revenir en Italie: la rétention abusive de son passeport et de sa carte de séjour. Finalement arrêté, il est condamné, en vertu de l'article 477 du Code pénal, à un mois de prison ferme. Une peine qui pourrait être prolongée jusqu'à trois ans tant qu'il ne se soumettra pas à la décision judiciaire. Ajoutons que ce type de scénario se décline sur tous les tons: tantôt c'est l'homme, tantôt c'est la femme qui kidnappe les enfants, pour des raisons aussi abracadabrantes les unes que les autres. Heureusement, les lois bougent au Maroc; les mentalités, elles, suivent, mais beaucoup plus lentement. ■

AMINA BOUBIA



Photos DR / AFP

M'DINA BUS SUR LE BAS-CÔTÉ

Ils l'avaient annoncé, ils l'ont fait. Une poignée d'anciens employés de M'dina bus, la société de transport en commun casablancaise, viennent d'entamer une grève de la faim. Les grévistes, aujourd'hui à la retraite, sont en guerre avec la Régie casablancaise des transports pour se faire payer leur pension. Plusieurs d'entre eux

se sont en effet retrouvés sans un sou une fois la retraite venue: la société avait «omis» de payer la totalité de ses cotisations. Ça fait quand même un peu tâche. ■

Chômeurs diplômés : wait and see

Toujours pas le bout du tunnel pour les milliers

de diplômés-chômeurs du Maroc. Malgré les négociations en cours en ce moment avec le gouvernement et une nouvelle rencontre la semaine dernière au

ministère de l'Intérieur, le dossier reste pour l'instant en souffrance. Les deux parties seraient arrivées à un accord qui prévoit de fai-

